



RELANCE DU NUCLÉAIRE DES ANNONCES... FO EXIGE DES ENGAGEMENTS!

Le Président de la République a présenté le 10 février à Belfort sa stratégie énergétique à quelques semaines des élections.

Plusieurs annonces concernant :

- La relance du nucléaire avec 6 constructions de réacteurs EPR2 et le « *lancement des études sur la construction de 8 EPR2 additionnels* ».
- La prolongation des réacteurs : « *prolonger tous les réacteurs qui peuvent l'être sans rien céder sur la sûreté* », en demandant à EDF « *d'étudier les conditions de la prolongation, au-delà de 50 ans* ».
- Le lancement d'un appel à projets d'un milliard d'euros pour faire émerger des petits réacteurs modulaires (SMR).

FO Énergie et Mines, qui appuie de longue date, une telle relance pour permettre à notre pays d'atteindre ses objectifs de neutralité carbone en 2050, se félicite de cette annonce qui vient conforter une filière employant plus de 220 000 salariés.

Pour autant, FO regrette la politique énergétique des gouvernements successifs, une politique du « sans lendemain » et du « en même temps » conséquence de stratagèmes politiques électorales bien loin de l'intérêt de la Nation et des citoyens.

Pourquoi avoir fermé Fessenheim alors que cette centrale était reconnue pour son utilité à l'équilibre production-consommation et son haut niveau en matière de sûreté ?

Pourquoi avoir fait voter une loi décidant de fermer 12 réacteurs supplémentaires en 2035, disposition dont FO demande l'abrogation ?

Pourquoi avoir abandonné le projet Astrid du CEA qui incarne l'avenir de la réutilisation des déchets de la filière ?

FO Énergie et Mines n'a jamais cessé pour sa part d'être pragmatique et réaffirme son attachement à un mix électrique qui a fait ses preuves en alliant production nucléaire, thermique, hydraulique et énergies renouvelables.

Au-delà de ces annonces, nous nous interrogeons sur leurs **garanties financières**...

Quel financement pour ces 6 premiers EPR 2, compte tenu en particulier de l'extrême fragilité d'EDF, par suite des décisions iniques du Gouvernement de faire payer à EDF le prix de l'échec de la concurrence en amputant son EBITDA de 8 milliards d'euros ? Le Président a parlé de « plusieurs dizaines de milliards d'euros » de financement public, mais on ne sait rien de la contribution attendue d'EDF.

Ces annonces en l'état n'apportent aucune garantie financière, ni pour la Production Nucléaire ni pour les ENR, pour faire face au pic d'investissement que la Nation doit consentir dans ces deux domaines.

Pour FO, il serait inacceptable que ces doutes soient levés par le retour d'un projet de démantèlement du Groupe EDF, qu'il soit baptisé « Hercule », « Ulysse » ou « Armageddon » !

Parce qu'en parallèle du financement se pose la **question des garanties collectives** pour les salariés actuels comme ceux qui seront embauchés. Sur cette question également, FO n'acceptera pas de prendre pour « argent comptant » la disparition du Statut des IEG dans la filière Ingénierie au profit de la convention Syntec.

Le Service Public garant de l'indépendance énergétique, de la compétitivité de nos industries, de l'égalité des citoyens en tout point du territoire et la nécessaire transition énergétique valent mieux que des annonces électorales.

FO exige des engagements fermes et concrets.

AGIR, NE PAS SUBIR !

www.fnem-fo.org